



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK  
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME  
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Amnesty International France (AIF), la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et le Réseau Euro-Méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) vous invitent à une rencontre publique en présence de cinq militants syriens:

## « Le combat des défenseurs des droits de l'Homme en Syrie »

le 27 janvier à 19h30 à la mairie du II<sup>e</sup> arrondissement.

**Anwar al Bunni, Bassam Al Ahmad, Fadel Al Shaqfa, Sema Nassar et Seve Aydin-Izouli** témoigneront de leur vécu et de leur engagement en faveur de la défense des droits humains en Syrie.

Le travail des défenseurs des droits de l'Homme, avocats, journalistes ou simples citoyens et citoyennes de Syrie qui documentent les graves violations commises par les différentes parties prenantes du conflit est essentiel pour l'avenir du pays.

Depuis près de quatre ans et le début du conflit, la Syrie est quasiment inaccessible pour les journalistes et les organisations de défense des droits de l'Homme ne sont pas autorisées par le régime à entrer dans le pays. Le climat actuel de violence qui règne dans le pays est un obstacle majeur pour les organisations internationales qui ne sont plus en mesure de mener des missions de recherche en Syrie dans des conditions de sécurité acceptables. Les activistes sur le terrain continuent de subir la répression et se trouvent soumis à de graves violations : détention arbitraire et enlèvements, torture, disparitions forcées et violences contre les femmes. Malgré ces défis, les activistes syriens poursuivent leur combat pour la défense des droits humains dans des conditions précaires et extrêmement dangereuses, souvent au péril de leur vie.

Depuis 2011, des activistes ont établi de multiples réseaux formels et informels qui ont permis d'offrir une couverture très importante des violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire qui se déroulent sur le sol syrien. S'ils ne disposent pas d'une grande visibilité médiatique, le **Centre de Documentation des Violations en Syrie** et le **Réseau Syrien pour les Droits de l'homme** comptent parmi les organisations les plus actives et sont régulièrement cités comme source par les Nations Unies, notamment pour comptabiliser le nombre de personnes tuées ou détenues dans le contexte du conflit. Le rôle des avocats est essentiel pour la défense des nombreux prisonniers d'opinion dont les droits les plus élémentaires sont bafoués.

A ce jour, la plupart des activistes syriens se trouvent en détention, ont été tués ou contraints à l'exil.

**Les cinq militants syriens présents à la rencontre ont du quitter leur pays pour pouvoir continuer leur travail. A cette occasion, ils seront les porte-parole de ceux restés sur le terrain.**

## Intervenants :



**Anwar al Bunni** est un éminent avocat syrien des droits de l'homme qui a consacré sa vie à la défense des prisonniers d'opinion en Syrie. Il est notamment à l'origine de la création du **Comité pour la défense des prisonniers d'opinion en Syrie**, un collectif d'avocat dédié à la défense et à la documentation des procès inéquitables à l'encontre des opposants dans le pays. Plusieurs fois détenu en raison de son engagement en faveur de l'Etat de Droit, Me Al Bunni a été libéré en 2012, après 5 cinq années de détention aux mains du régime de Damas. Privé de passeport, sous étroite surveillance et constamment menacé par les services de sécurité, il fait le choix de quitter le pays en 2014 afin de poursuivre son combat depuis l'Europe, où il est désormais réfugié. Anwar al Bunni est par ailleurs le directeur du Centre Syrien pour les Etudes Légales et Juridiques et titulaire de plusieurs prix récompensant son combat pacifique pour les libertés.



**Bassam Al Ahmad** est le porte-parole du **Centre de Documentation des Violations en Syrie (VDC)**. Arrêté en 2012 après avoir contribué à l'organisation de manifestations pacifiques aux côtés du célèbre journaliste Mazen Darwish, Bassam rejoint à sa libération le VDC, un groupe établi début 2011 par l'avocate des droits humains Razan Zaitouneh (prix Sakharov 2011) afin de documenter de manière systématique les violations des droits de l'homme dans le pays. Depuis, le VDC s'est imposé comme l'un des groupes droits de l'Homme les plus actifs en Syrie et constitue une référence pour les Nations Unies et les organisations internationales de droits de l'Homme. Le VDC maintient notamment à jour une base de données publique comprenant des rapports et des statistiques sur les personnes tuées ou détenues par les différentes parties prenantes au conflit. <http://www.vdc-sy.info>.



**Fadel Al Shaqfa**, jeune ingénieur originaire de Hama, est le directeur du **Réseau Syrien pour les Droits de l'homme, (SNHR)** établi en 2011. Le SNHR produit des rapports réguliers faisant état des victimes du conflit ainsi que des rapports thématiques sur des questions telles que les violations du droit de la guerre, la situation des détenus les violations des droits des femmes ou des enfants. Le SNHR gère également une base de données des victimes du conflit syrien et compte parmi les sources fréquemment citées par le Haut Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU. <http://sn4hr.org/>

**Sema Nassar** est une activiste syrienne de l'opposition qui a choisi en 2011 de se consacrer au travail de documentation et de plaidoyer dans le domaine des droits de l'Homme. Sema a contribué à de nombreux rapports sur la situation des prisonniers d'opinion en Syrie, avant de se consacrer plus spécifiquement aux **violences qui affectent les femmes syriennes dans le contexte du conflit**. Sema entretient des rapports réguliers avec plusieurs organisations internationales de droits de l'Homme, ainsi qu'avec les rapporteurs spéciaux des Nations Unies ou la Commission Internationale d'enquête des Nations Unies sur la Syrie. Elle a également fait partie des personnes consultées sur le dossier des détenus lors des négociations internationales comme la conférence de Genève en juin 2012.



**Sèvè Aydin-Izouli** est avocate au Barreau de Paris et militante des droits humains. Spécialisée en droit international des droits de l'Homme et en droit international humanitaire, elle est l'auteur d'une thèse de doctorat sur le Devoir d'Ingérence Humanitaire. Me Aydin-Azouli est la Secrétaire Générale de l'**Organisation Syrienne des Droits de l'Homme - Sawasyah** (« Tous égaux », aujourd'hui association loi 1901), une organisation établie clandestinement en Syrie dans les années 2000 pour défendre les principes de l'état de droit et documenter les procès inéquitables contre les opposants au régime. Me Aydin Azouli est également Secrétaire Générale de l'Institut Kurde de Paris et l'ancienne représentante en France du groupe d'opposition pro-démocratie « la Déclaration de Damas ».